

n'a rien fait qui pût lui mériter le coup qui lui a été porté.

Nous prétendons que la condamnation qui nous a été infligée est injuste et illégale.

Nous en avons souffert des dommages sérieux et immérités, qui auraient pu ou dû motiver une levée de la censure.

On n'en a pas jugé ainsi en haut lieu, et nous ne croyons pas avoir à faire de nouvelles démarches qui pourrait être aussi désolément infructueuses que la première.

Nous avons fait notre part de sacrifices.

On nous permettra bien aujourd'hui de reprendre nos droits.

DUROC.

LIBERALISME

L'*Union Libérale* de Québec avait, nous ne savons pourquoi, lancé une pierre dans notre jardin à propos des exemptions de taxes des communautés religieuses.

Nous n'avons pas relevé cet enfantillage.

Il est facile de comprendre qu'à Québec, où la propriété a une valeur minime; où la proportion en valeur, des propriétés exemptes aux propriétés taxées est petite; où il ne se fait pas de travaux coûteux ni d'améliorations importantes, le poids des exemptions de taxes ne se fasse pas lourdement sentir.

La situation est tout autre à Montréal, où nous sommes écrasés de taxes pour les embellissements faits à notre ville, et nous jugeons autrement les choses.

C'est purement et simplement une question de milieu.

La défense des communautés exemptes de taxes, par l'*Union Libérale*, valut à ce journal des compliments de la *Vérité*, qui ont été mal reçus et auxquels nos jeunes confrères répondent par une boutade dans laquelle nous sommes assez rudement pris à partie, comme suit:

Vous mentez sciemment dans chaque numéro de votre journal, quand vous représentez le CANADA-REVUE et les journaux *ejusdem farinae* comme les organes du libéralisme canadien.

Ces feuilles ont fait comme vous; s'inspirant à l'école des radicaux français, comme vous à celle des ultramontains, elles ont, avec vous, transporté ici, où

elles n'avaient pas d'actualité, les luttes désastreuses qui agitent la France depuis un siècle

Avec ceux-là nous ne sommes pas en *rupture de bau*, car nous n'avons jamais été de leur école.

Nous ne protesterons pas contre cet article pour la futile raison que nous sommes comparés aux castors.

La comparaison est désagréable mais pas pernicieuse.

Cependant, nous tenons à déclarer que nous n'avons pas été inspirés de l'école des radicaux français, et que nous n'avons pas transporté au Canada les luttes désastreuses qui agitent la France.

Les radicaux français n'ont rien de commun avec le CANADA-REVUE. Les doctrines que nous défendons ne viennent pas d'hier, elles ne sont pas écloses en France mais au Canada. L'école à laquelle elles appartiennent est celle des puissants esprits qui ont jeté les bases et fait la gloire de l'école libérale qui disparaît aujourd'hui devant un servilisme regrettable. Nous n'avons rien dit, rien proclamé qui n'ait été dit et proclamé avant nous par ces hommes dont la jeunesse devrait au moins ne pas renier la mémoire. Ils ont pu commettre des erreurs comme nous en commettons nous-mêmes, comme en commettent les sages de l'*Union Libérale*, mais ils n'ont pas mérité d'être ramenés au niveau de l'ardivel.

Maintenant, parlons un peu de la protestation faite par l'*Union Libérale* au nom du libéralisme canadien.

Notre confrère a parfaitement raison de nous répudier comme organe du libéralisme canadien; nous l'approuvons de nous rejeter du sein de cette puissante institution.

Le CANADA-REVUE prétend être l'organe de la liberté, des idées libérales, du libéralisme sous toutes ses formes et sous toutes ses acceptions, mais du libéralisme tout court.

Pas du libéralisme canadien, ni du libéralisme politique, ni du libéralisme catholique, du libéralisme pur et simple.

Nous faisons appel à tous les amis des grandes libertés qui intéressent le pays, liberté de la parole, liberté de la discussion, liberté de l'éducation, liberté de la conscience; nous ne nous cantonnons dans aucune école ou dans aucune-